



jeudi 18 août 2016

Les grands titres:

- Le chef de l'humanitaire de l'ONU : « Nous devons représenter l'espoir » pour les personnes dans le besoin
- La détention des enfants réfugiés est en baisse dans 12 pays étudiés, selon le HCR
- Soudan : Ban Ki-moon déçu par l'échec des négociations pour arriver à une cessation des hostilités
- Syrie : l'Envoyé spécial de l'ONU écourte une réunion pour dénoncer la paralysie sur le front humanitaire
- Iraq : l'UNESCO condamne le meurtre d'un journaliste à Mossoul
- Philippines : deux experts de l'ONU appellent à mettre fin aux exécutions liées à la campagne anti-drogue
- Une solution permanente et durable est essentielle pour les réfugiés sur l'île de Manus, selon l'UNICEF
- Ouganda : l'ONU collabore avec le gouvernement pour éviter la propagation du choléra

Le chef de l'humanitaire de l'ONU : « Nous devons représenter l'espoir » pour les personnes dans le besoin



coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies, Stephen O'Brien. Photo ONU/JC McIlwaine

18 août - Louant l'esprit et le dynamisme des travailleurs humanitaires, le Coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies, Stephen O'Brien, a déclaré que la communauté humanitaire mondiale était déterminée à ne pas laisser les désaccords politiques, les conflits ou les catastrophes naturelles entraver sa capacité à aider les gens qui en ont le plus besoin.

« Nous devons être leur espoir; nous pouvons être ceux qui arrivent à les atteindre, même si personne d'autre n'y arrive », a déclaré M. O'Brien dans un entretien avec le Centre d'actualités de l'ONU, avant la célébration de la Journée mondiale de l'aide humanitaire.

Selon lui, il est également important que les acteurs humanitaires, qui sont neutres et impartiaux, bénéficient d'un accès sûr et sans entrave.

Evoquant en particulier la situation humanitaire désespérée en Syrie, le chef de l'humanitaire de l'ONU a souligné combien il était urgent de garantir un accès sûr pour les travailleurs humanitaires dans ce pays.

Les parties prenantes au conflit « et tous ceux qui ont une influence sur elles doivent reconnaître qu'il est temps d'avoir un cessez-le-feu », a-t-il ajouté.

M. O'Brien a salué la bravoure des travailleurs humanitaires dans le pays, où les combats intenses ont non seulement mis la vie de beaucoup d'entre eux en danger, mais aussi gravement entravé leur capacité à accéder ou à fournir une aide humanitaire aux personnes dans le besoin.

Le chef de l'humanitaire a estimé que la Journée mondiale était une occasion pour tout le monde de contribuer réellement à



l'assistance qui est apportée aux êtres humains à travers le monde qui en ont le plus besoin.

M. O'Brien a rappelé que le Sommet humanitaire mondial qui a eu lieu en mai à Istanbul, en Turquie, a permis de comprendre la nécessité d'une forte volonté politique pour obtenir les ressources nécessaires.

« Nous disposons d'environ 21,6 milliards de dollars cette année pour répondre aux besoins », a-t-il dit, ajoutant qu'il était crucial de faire en sorte que les promesses faites lors du Sommet soient réalisées.

M. O'Brien a souligné que l'ONU et ses partenaires humanitaires étaient prêts à fournir l'assistance nécessaire. « Nous avons les capacités, nous avons l'expertise, nous avons les gens compétents », a-t-il dit. « Mais pour y arriver, nous avons besoin non seulement de ressources [...] mais nous devons aussi réussir à travailler ensemble pour nous assurer que nous utilisons ces ressources de manière efficace ».

La détention des enfants réfugiés est en baisse dans 12 pays étudiés, selon le HCR



Une mère et ses enfants arrivent à la gare de Szeged, en Hongrie, après avoir été libérés d'un centre de détention. Photo HCR/A. McConnell

18 août - Selon deux rapports publiés jeudi par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 12 pays, participant à une stratégie pour mettre fin à la détention de demandeurs d'asile et de réfugiés, ont réalisé des progrès importants visant à cesser la détention des enfants ces deux dernières années.

La stratégie a été lancée par le HCR il y a deux ans pour aider les gouvernements à régler ce problème important. En partenariat avec les États et les organisations de la société civile, elle a été mise en œuvre au Canada, en Hongrie, en Indonésie, en Israël, en Lituanie, en Malaisie, à Malte, au Mexique, en Thaïlande, au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Zambie.

« Trop de réfugiés et de demandeurs d'asile, y compris des enfants, sont forcés de rester dans des centres de détention; alors qu'ils devraient se trouver dans un environnement où ils peuvent obtenir des informations et un soutien, où leur intimité peut être préservée et où ils peuvent exercer leurs droits légaux », a déclaré le Haut-Commissaire assistant du HCR en charge de la protection, Volker Türk, ajoutant que les demandeurs d'asile et les réfugiés représentaient 17% de toutes les personnes détenues pour des raisons liées à l'immigration en 2015 dans les 12 pays, contre 12% en 2013.

« Cette stratégie est une étape importante pour mettre fin à l'utilisation contre-productive de la détention et nous nous félicitons des progrès encourageants réalisés ces deux dernières années », a ajouté M. Türk, en soulignant toutefois que davantage doit être fait par les gouvernements et les autres parties prenantes dans les années à venir.

Les deux rapports du HCR font état de progrès encourageants pour mettre fin à la détention des enfants soulignant des améliorations dans l'adoption de lois et de politiques en matière de protection visant à limiter ou à exclure la détention des enfants ; le traitement en priorité des demandes d'asile déposées par des enfants ; un accès accru à des informations appropriées selon l'âge dans un format adapté aux enfants ; et une attention accrue au processus de nomination de tuteurs qualifiés.

Ces mesures ont contribué, pour 2015, à une diminution globale de 14% du nombre total d'enfants détenus à travers les 12 pays par rapport à 2014, lorsque tous les pays détenaient des enfants pour des raisons liées à l'immigration.

Les rapports précisent toutefois que les progrès sont modérés et que les résultats sont plus nuancés en ce qui concerne les deux autres objectifs de cette stratégie : assurer que des alternatives à la détention soient disponibles dans la législation puis effectivement mises en œuvre; et lorsque la détention est nécessaire et inévitable, assurer que les conditions de détention soient conformes aux normes internationales.

Des demandeurs d'asile et des réfugiés demeurent toujours confrontés au risque d'une détention de durée indéfinie dans un tiers des pays cibles, en raison de l'absence dans le droit d'un délai maximal de détention. Dans la plupart des pays cibles, les fonctionnaires continuent de n'envisager que rarement, voire jamais, des alternatives pour chaque cas avant la détention.

Les 12 pays étudiés dans ces rapports ont été choisis en fonction de plusieurs critères, y compris la diversité régionale et thématique, la taille et l'importance du problème, ainsi que les perspectives de progrès dans la période de mise en œuvre initiale.

Soudan : Ban Ki-moon déçu par l'échec des négociations pour arriver à une cessation des hostilités



Des Soudanais du Sud Kordofan ont trouvé refuge dans le camp d'Ajuong Thok, au Soudan du Sud. Photo HCR/Rocco Nuri

18 août - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est déclaré déçu que les parties soudanaises ne soient pas parvenues à un accord sur la cessation des hostilités au Darfour et dans deux zones des Etats du Nil bleu et du Kordofan méridional lors de la dernière série de négociations qui s'est tenue du 9 au 14 août à Addis-Abeba, en Ethiopie.

« Le Secrétaire général demande instamment à toutes les parties de reprendre les négociations, de respecter l'Accord de feuille de route, et d'éviter toute tentative d'escalade du conflit au Darfour et dans les deux zones », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée mercredi soir.

« Il réitère qu'il ne peut y avoir aucune alternative durable à un règlement négocié et souligne que la cessation des hostilités est la première étape indispensable pour atteindre cet objectif », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a également rappelé son appréciation du rôle essentiel joué par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine (AUHIP), l'Opération de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour (MINUAD) et son Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud pour parvenir à une paix durable au Soudan.

Le 8 août, les groupes d'opposition soudanais avaient signé l'Accord de feuille de route proposé par l'AUHIP pour mettre fin aux conflits au Soudan. M. Ban avait alors appelé toutes les parties soudanaises à maintenir cet élan positif et les avaient exhortées à arriver à un accord sur la cessation des hostilités, l'accès humanitaire aux zones touchées par le conflit et le processus pour parvenir à un règlement politique définitif par le biais d'un dialogue national inclusif.

Syrie : l'Envoyé spécial de l'ONU écourte une réunion pour dénoncer la paralysie sur le front humanitaire



Staffan de Mistura, Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie lors d'une conférence de presse après une réunion du groupe de travail humanitaire du groupe international de soutien à la Syrie (ARCHIVES) Photo ONU/Jean-Marc Ferré

18 août - A la veille de la Journée mondiale de l'aide humanitaire, l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a écourté une réunion à Genève pour dénoncer la paralysie sur le front humanitaire, aucun convoi n'ayant pu atteindre des zones assiégées depuis le début du mois.

« Aujourd'hui, nous avons eu une très courte réunion du groupe de travail humanitaire. Elle n'a pas duré plus de 8 minutes. J'ai décidé d'utiliser mon privilège en tant que président de ce groupe pour déclarer qu'il n'y avait pas de sens à une réunion humanitaire aujourd'hui, à moins que nous ayons une action sur le front humanitaire en Syrie », a dit M. de Mistura lors d'un point de presse à l'issue de cette réunion.

« Que les choses soient claires, aujourd'hui j'ai ajourné la séance du groupe de travail humanitaire comme un symbole de profonde préoccupation, en signe de respect envers la Journée humanitaire mondiale demain et pour marquer ma profonde tristesse sur le fait qu'en raison de l'absence d'une trêve, aucune aide humanitaire n'arrive en Syrie en ce moment, sauf à Deir ez-Zor », a-t-il ajouté, en référence aux convois destinés aux zones assiégées et celles difficiles à atteindre en Syrie.

Il a précisé que le Programme alimentaire mondial (PAM) était en mesure de poursuivre ses largages aériens d'aide humanitaire sur la région de Deir ez-Zor.

L'Envoyé spécial a dénoncé la poursuite des combats. « En Syrie, ce que nous entendons et voyons, ce ne sont qu'offensives,

contre-offensives, roquettes, bombes barils, mortiers, canons, napalm, chlore, snippers, frappes aériennes, kamikazes », a-t-il dit.

Staffan de Mistura a une nouvelle fois réclamé une trêve humanitaire de 48 heures, à commencer par la ville d'Alep, pour permettre aux convois humanitaires de l'ONU d'avoir accès aux gens dans le besoin. « Nous insistons là-dessus pour arriver à quelque chose de significatif pour Alep », a-t-il dit.

Dans une déclaration à la presse diffusée après ce point de presse, le bureau de l'Envoyé spécial a indiqué que M. de Mistura avait été contacté entretemps par le Ministère russe de la défense, qui s'est dit prêt à soutenir sa proposition d'une trêve de 48 heures à Alep.

« L'Envoyé spécial se félicite de la déclaration de la Fédération de Russie, et l'équipe humanitaire des Nations Unies est maintenant prête à se mobiliser pour répondre à ce défi », a dit son bureau. « Nous prévoyons de travailler collectivement sur les détails opérationnels, et d'être prêts pour une livraison dans les meilleurs délais ».

« Les Nations Unies comptent sur la Fédération de Russie pour notamment s'assurer que les forces armées syriennes respectent cette trêve, une fois qu'elle sera en vigueur », a-t-il ajouté, précisant que l'ONU comptait également sur tous ceux qui ont une influence sur l'opposition armée, en particulier les États-Unis, pour veiller à ce que celle-ci respecte aussi cette trêve humanitaire de 48 heures.

Iraq : l'UNESCO condamne le meurtre d'un journaliste à Mossoul



ONU/Evan Schneider

18 août - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a réclamé jeudi des mesures pour améliorer la sécurité des journalistes en Iraq suite à l'assassinat d'un cameraman de Kurdistan TV, Mustafa Saeed, le deuxième meurtre de journaliste en une semaine dans ce pays.

« Je condamne le meurtre de Mustafa Saeed », a dit Mme Bokova. « La mort de M. Saeed est un rappel tragique de la responsabilité partagée par tous de respecter le statut civil des journalistes de guerre conformément aux Conventions de Genève ».

« Les médias doivent être protégés alors qu'ils remplissent leur rôle en facilitant la libre circulation de l'information, ce qui revêt une importance vitale en temps de crise ou de conflit », a ajouté la Directrice générale de l'UNESCO.

Mustafa Saeed a été tué le 14 août alors qu'il couvrait les combats dans la ville iraquienne de Mossoul.

L'UNESCO publie des déclarations sur l'assassinat des professionnels des médias conformément à la Résolution 29 adoptée par les États membres de l'UNESCO à la Conférence générale de l'Organisation en 1997, intitulée « Condamnation de la violence contre les journalistes ».

Philippines : deux experts de l'ONU appellent à mettre fin aux exécutions liées à la campagne anti-drogue



d'héroïne en Iran. Photo : ONUDC

Saisie

18 août - Deux experts de l'ONU sur les droits humains ont appelé le gouvernement des Philippines à mettre fin aux exécutions extrajudiciaires et aux assassinats liés à l'intensification de la lutte contre les trafiquants et les consommateurs de drogues.

« Les délits présumés de trafic de drogue devraient être jugés devant un tribunal, pas par des hommes armés dans les rues », ont déclaré la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Agnès Callamard, et le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la santé, Dainius Pūras, dans un communiqué de presse conjoint.

Selon ces experts, depuis que Rodrigo Duterte a été élu Président des Philippines le 10 mai 2016, plus de 850 personnes ont été tuées. Au cours des six dernières semaines seulement, plus de 650 ont été tuées.

« Nous appelons les autorités philippines à adopter immédiatement des mesures pour protéger toutes les personnes contre les assassinats ciblés et les exécutions extrajudiciaires », a dit Mme Callamard.

« L'affirmation selon laquelle il s'agit de lutter contre le commerce illicite de la drogue ne dispense pas le gouvernement de ses obligations juridiques internationales et ne protège pas les acteurs étatiques ou d'autres de la responsabilité des meurtres illégaux », a-t-elle souligné. « L'Etat a une obligation juridiquement contraignante de garantir le droit à la vie et à la sécurité de chaque personne dans le pays ».

De son côté, M. Pūras a souligné que les questions relatives à la dépendance aux drogues, doivent être traitées comme un problème de santé publique. Selon lui, le système judiciaire devrait décriminaliser la consommation de drogue et la possession pour consommation personnelle comme un moyen d'améliorer la santé publique.

Les deux experts ont ajouté qu'au cours de sa campagne électorale et des premiers jours de son mandat, M. Duterte a encouragé les autorités et le public à tuer des personnes soupçonnées de trafic de drogue, ainsi que des consommateurs de drogues.

« Des directives de cette nature sont irresponsables et constituent une incitation à la violence et au meurtre, un crime en vertu du droit international. C'est effectivement un permis de tuer », a souligné Mme Callamard. « L'utilisation d'une force létale intentionnelle n'est autorisée que lorsque cela est absolument inévitable pour protéger des vies et ne doit pas être utilisé pour le maintien de l'ordre en général ».

M. Pūras et Mme Callamard se sont félicités de récentes informations suggérant que le Président Duterte condamne maintenant publiquement cette justice populaire, et ont appelé toutes les autorités à adopter une position claire et publique contre ce type de justice.

Une solution permanente et durable est essentielle pour les réfugiés sur l'île de Manus, selon l'UNICEF



Un centre de détention pour demandeurs d'asile en Australie.

18 août - Le Bureau du Fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en Australie a exhorté mercredi le Ministre australien de l'immigration et de la protection des frontières, Peter Dutton, à envisager sérieusement des options de réinstallation dans des pays tiers crédibles et équipés pour répondre aux besoins complexes des réfugiés et de leurs familles actuellement retenus sur l'île de Manus, en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

L'appel de l'UNICEF en Australie fait suite à des informations indiquant la conclusion d'un accord entre l'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée sur la fermeture du centre de détention de l'île de Manus.

Le système de détention offshore mis en place par l'Australie "a créé des conditions dans lesquelles des personnes déjà vulnérables sont confrontées à des risques de dangers plus importants. Des informations alarmantes faisant état de violences graves et d'automutilations sont fréquentes. Le gouvernement australien a l'occasion de prendre pleinement en considération les options durables qui accordent dûment la priorité au bien-être de ce groupe de 850 personnes, dont certaines sont arrivées sur l'île en tant qu'enfants », a déclaré Nicole Breeze, Directrice de la politique et du plaidoyer au bureau de l'UNICEF en Australie, dans un communiqué de presse.

« C'est ce qui va se passer après qui importe pour ce groupe, qui a passé de longues périodes en détention. Les contraindre à s'installer dans la communauté de Papouasie-Nouvelle-Guinée ou les déplacer à Nauru ne ferait que déplacer la crise », a souligné Mme Breeze.

Au cours des trois dernières années, le Bureau de l'UNICEF en Australie a exprimé de sérieuses préoccupations concernant la sécurité des enfants non accompagnés qui étaient retenus dans le centre régional sur l'île de Manus.

« Un certain nombre de garçons sont arrivés à Manus sans leurs parents ou leurs familles et ont grandi dans un cadre institutionnalisé dangereux entourés par des adultes en très grande difficulté », a précisé Mme Breeze. « Ces enfants sont devenus adultes dans les conditions les plus difficiles qu'on puisse imaginer ».

« Le Bureau de l'UNICEF en Australie comprend les défis auxquels sont confrontés à la fois les réfugiés et les gouvernements qui cherchent à les aider. Nous nous réjouissons à l'idée de poursuivre avec le gouvernement un partenariat constructif qui cherche à trouver le meilleur résultat possible pour les enfants et les familles sur l'île de Manus et à Nauru », a conclu Mme Breeze.

Ouganda : l'ONU collabore avec le gouvernement pour éviter la propagation du choléra



Une jeune réfugiée et sa famille traversent la frontière entre le Soudan du Sud et l'Ouganda. Photo : UNHCR / Will Swanson

18 août - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le gouvernement de l'Ouganda ont déclaré jeudi qu'ils avaient mis en œuvre des mesures de confinement au camp de réfugiés de Pagarinya dans le district d'Adjumani, après la confirmation d'une épidémie de choléra.

« Nous avons eu la confirmation que 49 réfugiés sud-soudanais et un ressortissant ougandais ont contracté la maladie », a déclaré le HCR dans un communiqué de presse. « Quarante-quatre ont reçu un traitement et ont pu quitter les établissements de santé après avoir complètement récupéré, tandis que deux patients restent en quarantaine ».

Selon le HCR, ceux qui ont contracté la maladie ont eu leurs maisons désinfectées et leur approvisionnement en eau drainé tandis qu'une campagne de sensibilisation a lieu. La vente de produits frais sur les marchés et au bord de la route a été

interdite.

D'autres activités d'assainissement ont été renforcées, telles que la chloration des points d'eau, le nettoyage des déchets, et le renforcement des installations de lavage des mains.

En conséquence, le nombre de nouveaux cas reste faible, mais les équipes de santé continuent de faire attention aux personnes qui présentent des symptômes potentiels. La majorité des personnes qui souffrent du choléra se trouve dans les centres d'accueil du camp de Pagirinya.

« Nous avons reçu un grand nombre de jeunes enfants en tant que réfugiés au cours du mois passé qui sont particulièrement vulnérables à cette maladie mortelle », a déclaré le Représentant par intérim du HCR en Ouganda, Bornwell Kantande. « Avec le Ministère de la santé et nos partenaires, nous avons rapidement mis en œuvre des mesures pour contenir sa propagation ».

« Nous continuons à faire toute notre possible pour réduire le nombre de personnes vivant dans ces centres d'accueil le plus rapidement possible, non seulement pour réduire le risque d'épidémies, mais pour que ces gens puissent commencer à reconstruire leur vie le plus tôt possible », a ajouté M. Kantande.